

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 2479

[C - 2011/27162]

31 MARS 2011. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération conclu le 3 février 2011 entre la Communauté française et la Région wallonne portant création d'un service de médiation commun à la Communauté française et à la Région wallonne

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 3 février 2011 entre la Communauté française et la Région wallonne portant création d'un service de médiation commun à la Communauté française et à la Région wallonne.

Art. 2. Le décret du 22 décembre 1994 portant création de l'institution du médiateur de la Région wallonne est abrogé.

Cette disposition entre en vigueur en même temps que l'accord de coopération visé à l'article 1^{er}.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 31 mars 2011.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,

A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,

J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,

P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2010-2011.*

Documents du Parlement wallon, 347 (2010-2011) N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 23 mars 2011.

Discussion - Votes.

ANNEXE

Accord de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne portant création d'un service de médiation commun à la Communauté française et à la Région wallonne

Vu le décret de la Région wallonne du 22 décembre 1994 portant création de l'institution du médiateur de la Région wallonne;

Vu le décret de la Communauté française du 20 juin 2002 portant création du service du médiateur de la Communauté française;

Vues les déclarations de politique communautaire et régionale dans lesquelles les Gouvernements expriment le souhait de rapprocher les administrations par des mesures concrètes, dont « la fusion des services de médiation »;

Considérant que les deux services de médiation fonctionnent depuis de nombreuses années au cours desquelles ils ont pu démontrer toute leur utilité;

Que l'objectif des législateurs décrets est ainsi atteint;

Qu'en effet, ce qui a sous-tendu la mise en place de ces deux services, c'était le souci de mettre à disposition du citoyen une possibilité très souple de s'adresser au médiateur lorsqu'il a une réclamation à formuler quant au fonctionnement imparfait des services de l'administration;

Que le médiateur, indépendant, formule des recommandations en tant que modérateur qui cherche des solutions saines et équilibrées;

Que par sa mission, le médiateur contribue donc à promouvoir la confiance du public en mettant en valeur les principes d'équité, d'intégrité et de bonne gouvernance;

Qu'à la lecture des rapports des médiateurs, on constate que les citoyens ont acquis le réflexe de faire appel à ces instances et y trouvent des réponses;

Qu'en effet, durant la période s'étalant sur les cinq dernières années, le total des dossiers déposés auprès du médiateur de la Région wallonne et de la médiatrice de la Communauté française atteint la somme de 19 532 dossiers;

Que l'augmentation constante d'année en année des réclamations auprès des médiateurs des deux institutions est également un signe qui ne trompe pas sur la nécessité de cette voie de résolution douce des conflits ou insatisfactions;

Considérant que ce constat plutôt positif ne doit pourtant pas occulter les évaluations objectives;

Que les médiateurs eux-mêmes, au cours de leur mandat, se sont pliés à cet exercice et ont émis des recommandations d'amélioration pratique ou législative;

Considérant par ailleurs qu'il convient aussi de réfléchir au rôle de nos deux médiateurs dans le contexte politique et institutionnel tel qu'il a évolué ces derniers temps;

Qu'au niveau institutionnel, il est apparu clairement que des synergies sont possibles et souhaitables entre la Communauté française et la Région wallonne afin d'articuler le mieux possible le fonctionnement de ces deux entités pour, au final, offrir un meilleur service aux citoyens;

Que ce dernier objectif constituant la raison d'être première du principe de la médiation, il coulait de source que la question du rapprochement des deux services devait être posée;

Considérant que la fusion des services de médiation de la Communauté française et de la Région wallonne répond donc non seulement à une nécessité de les faire évoluer en même temps que le paysage institutionnel mais qu'en outre, elle sera l'occasion d'intégrer des recommandations faites de part et d'autre par les médiateur et médiatrice;

Considérant que la Commission communautaire française peut à tout moment se joindre à la présente initiative;

Qu'en d'autres termes, le temps est venu de faire entrer la médiation de nos deux entités dans sa période de maturité;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte,

et

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Rudy Demotte,

Ci-après dénommées les parties, ont convenu de ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent accord a pour objet la création d'un service de médiation commun aux deux parties.

Art. 2. Un service du médiateur est créé auprès des Parlements de la Communauté française et de la Région wallonne, ci-après dénommés « les Parlements des parties ».

Ce service, dont le siège central se situe à Namur, est dirigé par le médiateur.

Art. 3. Le médiateur reçoit, dans les conditions fixées par le présent accord, les réclamations concernant, dans leurs relations avec les administrés, le fonctionnement des autorités administratives de la Région wallonne visées à l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat ainsi que des services administratifs de la Communauté française. Le médiateur ne peut recevoir de réclamations à l'encontre d'autorités administratives ou de services dotés par la loi ou le décret, ou en application de ceux-ci, de leur propre médiateur ou d'une institution chargée par la loi ou le décret d'une compétence de médiation dans un domaine spécifique.

Par « services administratifs de la Communauté française », il faut entendre : les services du Gouvernement de la Communauté française, les organismes d'intérêt public qui dépendent de la Communauté française, la RTBF, les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française.

Le médiateur peut également exercer sa fonction à l'égard des autorités des pouvoirs subordonnés ayant conclu avec son institution une convention afin de bénéficier de ses services. Cette convention prévoit une rémunération des services du médiateur sur la base des coûts réels.

Tous les documents émanant des autorités administratives de la Région wallonne et des services administratifs de la Communauté française, à destination de l'information du public, mentionnent l'existence des services du médiateur.

Art. 4. Le médiateur est, après appel public aux candidatures et une procédure de sélection fixée par le règlement spécifique au médiateur établi par les Parlements des parties et soumis à leur approbation avant d'être publié au *Moniteur belge*, nommé conjointement par les Parlements des parties pour une période de six ans, renouvelable une fois.

La procédure prévoit en tout cas une audition des candidats par les Parlements des parties.

A l'issue du premier mandat, le médiateur peut être reconduit s'il fait l'objet d'une évaluation positive par les Parlements des parties

Il prête, entre les mains des Présidents des Parlements des parties, le serment suivant : « Je jure de m'acquitter des devoirs attachés à mes fonctions en toute conscience et en toute impartialité. »

A sa première nomination, le médiateur accomplit une période d'essai d'un an à compter du jour où l'intéressé assume effectivement ses fonctions.

Au plus tard quarante-cinq jours avant l'expiration de cette période d'essai, les Parlements des parties procèdent à l'évaluation du médiateur. Faute d'évaluation à ce moment, l'évaluation est réputée favorable.

Au plus tard nonante jours avant l'expiration du mandat, les Parlements des parties procèdent à l'évaluation du médiateur. En cas d'évaluation favorable du médiateur, son mandat est renouvelé une fois pour une nouvelle période de six ans. Faute d'évaluation nonante jours avant l'expiration du mandat, l'évaluation est réputée favorable.

Le règlement visé au premier alinéa fixe notamment les procédures de nomination, d'évaluation, de révocation du médiateur.

Art. 5. Pour être nommé, le médiateur doit :

1° être Belge ou ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne;

2° être d'une conduite irréprochable pour l'exercice de sa fonction et jouir des droits civils et politiques;

3°

a) soit exercer une fonction de niveau 1 ou A ou équivalent au sein des services de l'Etat fédéral, des Gouvernements et des Parlements de la Communauté française et de la Région wallonne, des Collèges de la Commission communautaire française, de la Commission communautaire commune ainsi que des personnes morales de droit public qui en dépendent ou être titulaire d'un diplôme donnant accès au niveau 1 ou à un métier de niveau A et justifier, dans les deux cas, d'une expérience utile d'au moins cinq ans dans le secteur public ou privé;

b) soit être détenteur d'un diplôme de l'enseignement supérieur de type court et justifier d'une expérience utile d'au moins dix ans dans le secteur public ou privé.

Art. 6. Pendant la durée de son mandat, le médiateur ne peut être titulaire d'aucune des fonctions ou aucun des mandats suivants :

- 1° la fonction de magistrat, notaire ou huissier de justice;
- 2° la profession d'avocat;
- 3° la fonction de ministre d'un culte reconnu ou le délégué d'une organisation reconnue par la loi qui offre une assistance morale selon une conception philosophique non confessionnelle;
- 4° un mandat public conféré par élection;
- 5° un emploi rémunéré dans les services publics régionaux ou communautaires ou un mandat public conféré par la Région wallonne, la Communauté française ou la Commission communautaire française;
- 6° membre du personnel des forces armées;
- 7° toute fonction qui puisse compromettre le bon exercice de sa mission ou porter atteinte à son indépendance, son impartialité ou la dignité de ses fonctions;
- 8° la fonction d'administrateur public.

Les articles 1^{er}, 6, 10, 11 et 12 de la loi du 18 septembre 1986 instituant le congé politique pour les membres du personnel des services publics sont applicables au membre du personnel des services publics, s'il échet et moyennant les adaptations nécessaires, nommé en qualité de médiateur.

Art. 7. § 1^{er}. Lorsqu'ils constatent que le médiateur est empêché, les Parlements des parties nomment, pour la durée de l'empêchement, un médiateur suppléant parmi les membres du personnel du service visé à l'article 11, § 2, et répondant aux conditions prévues à l'article 5.

§ 2. L'empêchement est une situation qui place le médiateur dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions et qui est constatée par décision des Parlements.

§ 3. Le médiateur suppléant remplace le médiateur dans l'exercice de sa fonction. Dans ce cas, il a les mêmes droits et devoirs que le médiateur.

§ 4. Dès l'instant où les Parlements constatent la fin de l'empêchement, le médiateur suppléant réintègre sa fonction antérieure.

Art. 8. § 1^{er}. Les Parlements des parties, conjointement, peuvent mettre fin aux fonctions du médiateur :

- 1° à sa demande;
- 2° lorsqu'il a atteint l'âge de 65 ans;
- 3° lorsque son état de santé compromet gravement et de façon irréversible l'exercice de ses fonctions.

Sans préjudice de l'adoption de mesures administratives conservatoires que constituent les suspensions provisoires des fonctions et du traitement, les Parlements des parties, conjointement, peuvent révoquer le médiateur :

- 1° s'il accepte une des fonctions ou un des mandats visés à l'article 6, alinéa 1^{er};
- 2° pour des motifs graves.

Sauf lorsque le mandat du médiateur prend fin à sa demande, lorsqu'il a atteint l'âge de 65 ans ou lorsqu'il est révoqué, le médiateur dont le mandat prend fin bénéficie d'une indemnité de départ calculée à raison d'un mois de traitement par année d'exercice du mandat pour autant qu'il ne bénéficie d'aucun revenu professionnel ou de remplacement ou d'une pension de retraite. Une pension de survie ou le revenu d'intégration sociale accordé par un Centre public d'aide sociale ne sont pas considérés comme des revenus de remplacement.

L'indemnité est liquidée mensuellement.

Par dérogation, le médiateur dont le mandat prend fin à l'issue de la période d'essai visée à l'article 4, alinéa 5, bénéficie d'une indemnité de départ équivalente à trois mois de traitement.

§ 2. Dans tous les cas visés au paragraphe précédent ou en cas de décès du médiateur, les Parlements des parties, conjointement, nomment un médiateur suppléant parmi les membres du personnel du service du médiateur visé à l'article 11, § 2, et répondant aux conditions prévues à l'article 5.

§ 3. Le médiateur suppléant remplace le médiateur dans l'exercice de ses fonctions. Dans ce cas, il a les mêmes droits et devoirs que le médiateur.

§ 4. Les Parlements des parties, conjointement, nomment un nouveau médiateur selon les dispositions de l'article 4.

Cette nomination doit intervenir dans les meilleurs délais et, au plus tard, six mois à dater de la vacance de la fonction, les mois de juillet et d'août n'entrant pas en ligne de compte dans le calcul de ce délai.

Art. 9. Les règles régissant le statut pécuniaire des conseillers de la Cour des Comptes, contenues dans la loi du 21 mars 1964 relative aux traitements des membres de la Cour des Comptes, sont applicables au médiateur.

Art. 10. Dans la limite de ses attributions, le médiateur ne reçoit d'instruction d'aucune autorité. Il ne peut être relevé de sa charge, en raison d'actes qu'il accomplit ou d'opinions qu'il émet dans le cadre de ses fonctions pour autant qu'ils ne contreviennent pas aux principes fondamentaux visés notamment par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie ou par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale.

Art. 11. § 1^{er}. Les crédits nécessaires au fonctionnement du service du médiateur sont inscrits au budget des dépenses des Parlements de parties selon une répartition fixée dans le règlement spécifique du médiateur visé à l'article 4 et tenant compte de l'intervention de chacun dans le fonctionnement des services du médiateur existante avant le présent accord.

Le médiateur présente ses comptes au contrôle de la Cour des Comptes.

Le médiateur communique aux Parlements des parties son projet de budget et ses comptes, ainsi que les remarques de la Cour des Comptes.

§ 2. Sur proposition du médiateur, les Parlements des parties nomment et révoquent les membres du personnel qui assistent le médiateur dans l'exercice de ses fonctions. Le médiateur dirige son personnel.

La procédure de nomination et de révocation des membres du personnel est précisée dans le règlement spécifique au médiateur visé à l'article 4, ainsi que les modalités d'appel à un jury externe lors de la procédure de sélection.

S'ils ne suivent pas la proposition du médiateur lorsqu'ils nomment ou révoquent les membres du personnel, les Parlements des parties motivent leur décision.

Le statut et le cadre du personnel sont arrêtés de manière conjointe par les Parlements des parties sur proposition du médiateur. Ce cadre prévoit au moins un agent ayant une connaissance approfondie de la langue allemande pour assister le médiateur dans l'examen des réclamations introduites dans cette langue. Le statut prévoit également la possibilité de mobilité des membres du personnel entre les services du médiateur et les administrations de la Communauté française et de la Région wallonne.

Il peut se faire assister par des experts.

L'article 458 du Code pénal est applicable au médiateur, à son personnel et aux experts qui l'assistent.

Art. 12. § 1^{er}. Toute personne physique ou morale qui estime, à l'occasion d'une affaire la concernant, qu'une autorité administrative ou un service administratif visés à l'article 3 n'a pas agi conformément à la mission de service public qu'elle doit assurer, peut introduire sans frais une réclamation individuelle, par écrit ou sur place, auprès du médiateur. Cette réclamation est introduite en langue française ou pourra être introduite en langue allemande pour les compétences qui relèvent de la Région wallonne, par écrit ou oralement, au siège de l'institution du médiateur ou dans les lieux où le médiateur assure une présence de son service.

§ 2. La réclamation doit être précédée de l'exercice des recours administratifs prévus ainsi que des démarches nécessaires auprès des autorités ou services intéressés aux fins d'obtenir satisfaction.

Art. 13. § 1^{er}. Le médiateur peut refuser de traiter une réclamation lorsque :

1° elle est manifestement non fondée;

2° la réclamation se rapporte à des faits qui se sont produits plus d'un an avant l'introduction de la réclamation. Toutefois, lorsqu'un recours administratif ou juridictionnel a été exercé, le délai nécessaire à cette procédure n'est pas pris en compte pour l'application de la présente disposition;

3° les recours administratifs prévus n'ont pas été exercés ou lorsque le réclamant n'a manifestement accompli aucune démarche auprès de l'autorité administrative ou du service administratif pour obtenir satisfaction;

4° elle concerne des matières qui font l'objet d'une action civile ou pour lesquelles une procédure pénale est en cours.

§ 2. Une réclamation est irrecevable si :

1° l'identité du réclamant est inconnue;

2° le médiateur est incompétent;

3° elle porte sur un différend entre les autorités administratives ou les services administratifs visés à l'article 3 et leurs agents pendant la durée de leurs fonctions. Le médiateur n'est pas compétent pour les différends entre les membres du personnel de l'enseignement organisé par la Communauté française et les services administratifs de la Communauté française.

§ 3. Lorsque la réclamation a trait à une autorité administrative ou un service administratif qui dispose de son propre médiateur ou de sa propre institution tels que visés à l'article 3, le médiateur la transmet à ce dernier dans le mois qui suit le dépôt de la réclamation.

§ 4. Le médiateur informe le réclamant par écrit, dans le délai visé au paragraphe précédent, de sa décision de traiter ou non sa réclamation. Le refus de traiter une réclamation est motivé.

Le médiateur informe l'autorité administrative ou le service administratif de la réclamation qu'il compte instruire.

Art. 14. L'examen d'une réclamation est suspendu lorsqu'elle fait l'objet d'un recours administratif ou juridictionnel. L'autorité administrative ou le service administratif et le réclamant avertissent le médiateur du recours introduit.

Pour autant que de besoin, le médiateur en informe le réclamant, dans le délai visé au paragraphe 3 de l'article 13.

L'introduction et l'examen de la réclamation ne suspendent ni n'interrompent les délais de recours.

Art. 15. § 1^{er}. Le médiateur s'efforce de concilier les points de vue du réclamant et des autorités ou services concernés.

§ 2. Le médiateur peut imposer des délais impératifs de réponse aux autorités administratives ou services administratifs auxquels il adresse des questions.

§ 3. Lorsqu'une réclamation lui paraît justifiée, le médiateur fait toutes les recommandations qui lui paraissent de nature à régler les difficultés dont il est saisi et, le cas échéant, toutes propositions tendant à améliorer le fonctionnement de l'autorité administrative ou du service administratif concerné. Il en informe le Ministre responsable.

§ 4. Lorsqu'il apparaît au médiateur, à l'occasion d'une réclamation dont il a été saisi, que l'application de dispositions législatives, décrétales ou réglementaires aboutit à une iniquité, il peut :

- recommander à l'autorité administrative ou au service administratif mis en cause toute solution permettant de régler en équité la situation du requérant, proposer à l'autorité administrative ou au service administratif toute mesure qu'il estime de nature à y remédier, sans toutefois porter préjudice à l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

- suggérer les modifications qu'il lui paraît opportun d'apporter à des textes législatifs, décrets ou réglementaires.

Il en informe concomitamment le Ministre responsable.

§ 5. Le médiateur ne peut remettre en cause le bien-fondé d'une décision juridictionnelle mais a la faculté de faire des recommandations à l'autorité administrative ou au service administratif mis en cause.

Il peut, en outre, en cas d'inexécution d'une décision de justice passée en force de chose jugée, enjoindre à l'autorité administrative ou au service administratif mis en cause de s'y conformer dans un délai qu'il fixe. Si cette injonction n'est pas suivie d'effet, l'inexécution de la décision de justice fait l'objet d'un rapport spécial présenté dans les conditions prévues à l'article 16, § 3, et publié au *Moniteur belge*.

§ 6. Le médiateur est informé de la suite donnée à ses interventions. Si une autorité administrative ou un service administratif estime ne pas devoir tenir compte d'une recommandation formulée par le médiateur, il lui adresse une réponse motivée.

A défaut de réponse satisfaisante dans le délai qu'il a fixé, il peut rendre publiques ses recommandations. L'autorité administrative ou le service administratif mis en cause peut rendre publique la réponse faite et, le cas échéant, la décision prise à la suite de la démarche faite par le médiateur.

Cette publication se fait dans les conditions prévues à l'article 19, alinéa 2.

§ 7. Le réclamant est tenu périodiquement informé des suites réservées à sa réclamation.

Art. 16. § 1^{er}. Le médiateur peut faire toute constatation sur place, se faire communiquer tous les documents et renseignements qu'il estime nécessaires et entendre toutes les personnes intéressées.

Le caractère secret ou confidentiel des pièces dont il demande communication ne peut lui être opposé, sauf en matière de secret concernant la défense nationale, de sûreté de l'Etat ou de politique extérieure.

§ 2. Les membres du personnel des autorités administratives ou des services administratifs visés à l'article 3, qui du chef de leur état ou de leur profession ont connaissance d'informations qui leur ont été confiées, sont relevés de leur obligation de garder le secret dans le cadre de l'enquête menée par le médiateur.

§ 3. En vue d'assurer le respect des dispositions relatives au secret de la vie privée, il veille à ce qu'aucune mention permettant l'identification des personnes dont le nom lui aurait été ainsi révélé ne soit faite dans les documents publiés sous son autorité.

Art. 17. Le médiateur arrête un règlement d'ordre intérieur déterminant les modalités de traitement des réclamations et de fonctionnement de son service. Il est approuvé par les Parlements des parties et publié au *Moniteur belge*.

Art. 18. Si, dans l'exercice de ses fonctions, le médiateur constate une infraction, il en informe, conformément à l'article 29 du Code d'instruction criminelle, le procureur du Roi.

Si, dans l'exercice de ses fonctions, il constate un manquement grave, il en avertit l'autorité administrative ou service administratif compétent.

Art. 19. Le médiateur adresse aux Parlements des parties un rapport annuel de ses activités. Le médiateur peut en plus faire des rapports intermédiaires s'il l'estime utile. Ces rapports contiennent les recommandations relatives aux mesures à prendre que le médiateur juge utiles et exposent les éventuelles difficultés qu'il rencontre dans l'exercice de ses fonctions.

L'identité des réclamants et des membres du personnel des autorités administratives ou services administratifs ne peut y être mentionnée.

Les rapports sont rendus publics par les Parlements des parties.

Art. 20. Les Parlements des parties exercent leurs pouvoirs pour l'ensemble des matières qui leurs sont confiées par le présent accord de manière conjointe. Les Parlements règlent leur coopération mutuelle dans le cadre du présent accord.

Art. 21. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 22. Par mesure transitoire et dans le but d'assurer la continuité des services, les requêtes pendantes auprès des médiateurs respectifs de la Région wallonne et de la Communauté française tels qu'institués par le décret de la Région wallonne du 22 décembre 1994 portant création de l'institution du médiateur de la Région wallonne et par le décret de la Communauté française du 20 juin 2002 portant création du service du médiateur de la Communauté française seront traitées par le service commun.

Art. 23. Le personnel des médiateurs de la Région wallonne et de la Communauté française tels qu'institués par le décret de la Région wallonne du 22 décembre 1994 portant création de l'institution du médiateur de la Région wallonne et par le décret de la Communauté française du 20 juin 2002 portant création du service du médiateur de la Communauté française sera intégré au sein du service de médiation commun. Les bureaux des Parlements des parties veillent à assurer ce transfert.

Art. 24. Le présent accord entre en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge* du dernier acte d'assentiment des parties contractantes.

Namur, le 3 février 2011, en deux exemplaires originaux.

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 2479

[C – 2011/27162]

31. MÄRZ 2011 — Dekret zur Billigung des am 3. Februar 2011 zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommens zur Gründung eines gemeinsamen Vermittlungsdienstes der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Das am 3. Februar 2011 zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region abgeschlossene Zusammenarbeitsabkommen zur Gründung eines gemeinsamen Vermittlungsdienstes der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region wird gebilligt.

Art. 2 - Das Dekret vom 22. Dezember 1994 über die Einrichtung eines Vermittlers der Wallonischen Region wird aufgehoben.

Diese Bestimmung tritt am selben Tag wie das in Artikel 1 erwähnte Zusammenarbeitsabkommen in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 31. März 2011

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

B. LUTGEN

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2010-2011.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 347 (2010-2011) Nr. 1 bis 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 23. März 2011.

Diskussion - Abstimmung.

ANLAGE

**Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Französischen Gemeinschaft
und der Wallonischen Region zur Gründung eines gemeinsamen Vermittlungsdienstes
der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region**

Aufgrund des Dekrets vom 22. Dezember 1994 über die Einrichtung eines Vermittlers der Wallonischen Region;

Aufgrund des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 20. Juni 2002 zur Gründung eines Vermittlungsdienstes der Französischen Gemeinschaft;

Aufgrund der regional- und gemeinschaftspolitischen Erklärungen, in denen die Regierungen den Wunsch äußern, durch konkrete Maßnahmen, zu denen u.a. die "Fusion der Vermittlungsdienste" zählt, eine Annäherung der beiden Verwaltungen zu erzielen;

In der Erwägung, dass beide Vermittlungsdienste seit zahlreichen Jahren ihre Arbeit verrichten und dabei ihre Notwendigkeit unter Beweis gestellt haben;

Dass die Zielsetzung der Urheber der Dekrete somit erreicht ist;

Dass der Einrichtung dieser beiden Dienststellen das Bestreben zugrunde lag, dem Bürger eine äußerst flexible Möglichkeit zu bieten, sich an den Vermittler zu wenden, insofern er im Bezug auf die fehlerhafte Arbeitsweise der Dienststellen der Verwaltung eine Beschwerde geltend machen möchte;

Dass der unabhängige Vermittler als Moderator, der nach vernünftigen und ausgeglichenen Lösungen sucht, Empfehlungen äußert;

Dass der Vermittler bei der Ausübung seiner Tätigkeit dazu beiträgt, das Vertrauen der Öffentlichkeit zu fördern, indem er die Grundsätze der Gerechtigkeit, der Integrität und der verantwortungsvollen Verwaltung hervorhebt;

Dass bei der Lektüre der Berichte der Vermittler festgestellt werden kann, dass die Bürger sich den Reflex angeeignet haben, sich an diese Einrichtungen zu wenden, und dass sie dort Antworten auf ihre Fragen finden;

Dass im Laufe des Zeitraums, der sich über die vergangenen fünf Jahre erstreckt, insgesamt 19 532 Akten bei dem Vermittler der Wallonischen Region und der Vermittlerin der Französischen Gemeinschaft eingereicht worden sind;

Dass die Tatsache, dass von Jahr zu Jahr stets mehr Beschwerden bei den Vermittlern dieser beiden Einrichtungen eingereicht werden, ebenfalls ein Zeichen dafür ist, dass diese Art der sanften Lösung von Konflikten oder von Situationen, die für den Bürger nicht zufriedenstellend sind, notwendig ist;

In der Erwägung, dass diese vorwiegend positive Feststellung jedoch nicht über objektive Beurteilungen hinweg täuschen darf;

Dass die Vermittler im Laufe ihres Mandats ebenfalls Bewertungen durchgeführt und praktische Verbesserungsvorschläge und Empfehlungen zu gesetzmäßigen Änderungen geäußert haben;

In der Erwägung, dass die Rolle unserer beiden Vermittler unter dem Gesichtspunkt der politischen und institutionellen Rahmenbedingungen, die sich in letzter Zeit verändert haben, zu überdenken ist;

Dass auf institutioneller Ebene deutlich geworden ist, dass zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region Synergien möglich und wünschenswert sind, um die Arbeitsweise dieser beiden Dienststellen so effizient wie möglich zu gestalten und so im Endeffekt den Bürgern verbesserte Dienstleistungen zu bieten;

Insofern diese letztgenannte Zielsetzung die wichtigste Grundlage des Vermittlungsprinzips darstellte, war es selbstverständlich, dass die Frage der Annäherung der beiden Dienststellen gestellt werden musste; In der Erwägung, dass die Fusion der Vermittlungsdienste der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region nicht nur die Notwendigkeit berücksichtigt, sie gleichzeitig zu der Veränderung der institutionellen Lage weiter zu entwickeln, sondern dass sich dabei zudem die Möglichkeit bietet, die Empfehlungen, die auf beiden Seiten sowohl von dem Vermittler als auch von der Vermittlerin geäußert worden sind, Rechnung zu tragen;

In der Erwägung, dass die Französische Gemeinschaftskommission sich der vorliegenden Initiative jederzeit anschließen kann;

Dass dies mit anderen Worten bedeutet, dass die Zeit gekommen ist, die Vermittlung unserer beiden Einrichtungen zu ihrer Vollendung zu führen;

haben die Französische Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung in der Person ihres Minister-Präsidenten, Herrn Rudy Demotte,

und

die Wallonische Region, vertreten durch ihre Regierung in der Person ihres Minister-Präsidenten, Herrn Rudy Demotte,

nachstehend die Parteien genannt, das Folgende vereinbart:

Artikel 1. Das vorliegende Abkommen zielt auf die Einrichtung eines gemeinsamen Vermittlungsdienstes beider Parteien ab.

Art. 2. Bei den Parlamenten der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region, nachstehend "die Parlamente der Parteien" genannt, wird ein Vermittlungsdienst eingerichtet.

Dieser Dienst, dessen zentrale Dienststelle sich in Namur befindet, wird durch den Vermittler geleitet.

Art. 3. Unter den Bedingungen, die durch das vorliegende Abkommen festgelegt werden, nimmt der Vermittler die Beschwerden über die Arbeitsweise der in Artikel 14 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat erwähnten Verwaltungsbehörden der Wallonischen Region sowie der Verwaltungsdienststellen der Französischen Gemeinschaft entgegen. Der Vermittler ist nicht befugt, Beschwerden gegen Verwaltungsbehörden oder Dienststellen entgegenzunehmen, die durch Gesetz oder Dekret oder in Anwendung dieses Gesetzes bzw. Dekrets über ihren eigenen Vermittler verfügen, oder über eine Einrichtung, die per Gesetz oder Dekret mit einer Vermittlungsbefugnis in einem spezifischen Bereich ausgestattet ist.

Als "Verwaltungsdienststellen der Französischen Gemeinschaft" gelten: die Dienststellen der Regierung der Französischen Gemeinschaft, die Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Französischen Gemeinschaft unterstehen, die RTBF, die Lehreinrichtungen des von der Französischen Gemeinschaft organisierten Unterrichtswesens.

Der Vermittler kann sein Amt ebenfalls gegenüber den Instanzen der untergeordneten Behörden ausüben, die mit der Einrichtung ein Abkommen abgeschlossen haben, um in den Genuß dieser Dienste zu gelangen. Das vorliegende Abkommen sieht eine Vergütung der Dienste des Vermittlers auf der Grundlage der tatsächlichen Kosten vor.

In allen Schriftstücken der Verwaltungsbehörden der Wallonischen Region und der Verwaltungsdienststellen der Französischen Gemeinschaft, die der Information der Öffentlichkeit dienen, wird auf die Existenz des Vermittlungsdienstes hingewiesen.

Art. 4. Nach einem öffentlichen Aufruf an die Bewerber und nach Abschluss eines Auswahlverfahrens, das nach einer für das Amt des Vermittlers spezifischen Regelung, die von den Parlamenten der Parteien festgelegt und ihnen vor der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* zur Genehmigung vorgelegt wird, durchgeführt wird, wird der Vermittler gemeinsam von den Parlamenten der Parteien für einen Zeitraum von sechs Jahren, der einmal erneuert werden kann, ernannt.

Das Verfahren sieht in allen Fällen eine Anhörung der Bewerber durch die Parlamente der Parteien vor.

Nach Ablauf des ersten Mandats kann der Vermittler in seinem Amt bestätigt werden, insofern er von den Parlamenten der Parteien eine positive Bewertung erhält.

Er legt vor den Vorsitzenden der Parlamente der Parteien den folgenden Eid ab: "Ich schwöre, die mit meinem Amt verbundenen Aufgaben in aller Ehrlichkeit und unparteiisch zu erfüllen".

Bei der ersten Ernennung leistet der Vermittler eine Probezeit von einem Jahr. Diese beginnt an dem Tag, an dem der Betreffende seine Aufgaben effektiv wahrnimmt.

Spätestens fünfundvierzig Tage vor Ablauf dieser Probezeit führen die Parlamente der Parteien die Bewertung des Vermittlers durch. Ist bis zu diesem Zeitpunkt keine Bewertung erfolgt, so gilt diese als positiv.

Spätestens neunzig Tage vor Ablauf des Mandats führen die Parlamente der Parteien die Bewertung des Vermittlers durch. Im Falle einer positiven Bewertung des Vermittlers wird sein Mandat einmal für einen neuen Zeitraum von sechs Jahren erneuert. Ist diese Bewertung neunzig Tage vor Ablauf des Mandats noch nicht erfolgt, so gilt diese als positiv.

Die in Absatz 1 erwähnte Regelung legt unter anderem das Verfahren für die Ernennung, die Bewertung und die Abberufung des Vermittlers fest.

Art. 5. Um ernannt zu werden, muss der Vermittler:

1° die belgische Staatsangehörigkeit oder die Staatsangehörigkeit eines Mitgliedstaates der Europäischen Union besitzen;

2° guter Führung sein für die Ausübung seines Amtes sowie im Besitz der zivilen und politischen Rechte sein;

3°

a) entweder ein Amt der Stufe 1 oder A (oder gleichwertig) innerhalb der Dienststellen des Föderalstaats, der Regierungen und der Parlamente der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region, der Kollegien der Französischen Gemeinschaftskommission, der gemeinsamen Gemeinschaftskommission sowie der von ihnen abhängenden juristischen Personen öffentlichen Rechts ausüben, oder Inhaber eines Diploms sein, das den Zugang zur Stufe 1 oder zu einem Beruf der Stufe A eröffnet und in beiden Fällen eine zweckdienliche Erfahrung von fünf Jahren im öffentlichen oder privaten Sektor vorweisen können;

b) oder Inhaber eines Diploms des Hochschulunterrichts kurzer Studiendauer sein und eine zweckdienliche Erfahrung von zehn Jahren im öffentlichen oder privaten Sektor vorweisen können.

Art. 6. Während der Dauer seines Mandats ist der Vermittler nicht berechtigt, Inhaber eines der folgenden Ämter oder Mandate zu sein:

1° das Amt eines Richters, eines Notars oder eines Gerichtsvollziehers;

2° der Beruf eines Anwalts;

3° das Amt eines Geistlichen einer anerkannten Konfession oder eines Delegierten einer durch das Gesetz anerkannten Organisation, die eine moralische Beihilfe gemäß einer philosophischen, nicht konfessionellen Anschauung anbietet;

4° ein im Wahlverfahren vergebenes öffentliches Mandat;

5° eine entlohnte Beschäftigung in den regionalen oder gemeinschaftlichen öffentlichen Dienststellen oder ein von der Wallonischen Region, der Französischen Gemeinschaft oder der Französischen Gemeinschaftskommission vergebenes öffentliches Mandat;

6° Mitglied der Streitkräfte;

7° jedes Amt, das die reibungslose Ausübung seiner Aufgaben gefährden, oder seiner Unabhängigkeit, Unparteilichkeit oder der Würde seiner Aufgaben schaden könnte;

8° das Amt als öffentlicher Verwalter. Die Artikel 1, 6, 10, 11 und 12 des Gesetzes vom 18. September 1986 zur Einführung eines politischen Urlaubs für die Personalmitglieder der öffentlichen Dienststellen finden gegebenenfalls und unter Berücksichtigung der notwendigen Anpassungen Anwendung auf das Personalmitglied der öffentlichen Dienststellen, das als Vermittler ernannt wird.

Art. 7. § 1. Falls sie feststellen, dass der Vermittler verhindert ist, so ernennen die Parlamente der Parteien für die Dauer der Verhinderung einen stellvertretenden Vermittler unter den Personalmitgliedern der in Artikel 11, § 2 erwähnten Dienststelle, wobei die Bedingungen von Artikel 5 zu beachten sind.

§ 2. Als Verhinderung gilt jegliche Sachlage, die dazu führt, dass der Vermittler nicht in der Lage ist, sein Amt auszuüben, und die durch einen Beschluss der Parlamente festgestellt wird.

§ 3. Der stellvertretende Vermittler ersetzt den Vermittler in der Ausübung seines Amtes. In diesem Fall besitzt er die gleichen Rechte und Pflichten wie der Vermittler.

§ 4. Sobald die Parlamente feststellen, dass die Verhinderung nicht weiter besteht, nimmt der stellvertretende Vermittler seine ursprüngliche Tätigkeit wieder auf.

Art. 8. § 1. Die Parlamente der Parteien können gemeinsam das Amt des Vermittlers beenden:

1° auf seinen Antrag;

2° wenn er das Alter von 65 Jahren erreicht;

3° wenn sein Gesundheitszustand die Ausübung seines Amtes schwer und unwiderruflich gefährdet.

Unbeschadet der Verabschiedung von vorsorglichen Verwaltungsmaßnahmen, die aus der zeitweiligen Amtsenthebung und Lohnzahlungseinstellung bestehen, können die Parlamente der Parteien gemeinsam den Vermittler abberufen:

1° wenn er eines der in Artikel 6, Absatz 1 angeführten Ämter oder Mandate annimmt;

2° aus schwerwiegenden Gründen.

Der Vermittler, dessen Mandat endet, hat Anrecht auf eine Abgangsentschädigung, die auf der Grundlage eines Monatsgehalt pro Mandatsjahr berechnet wird, unter der Bedingung, dass er keinerlei Berufseinkommen, Ersatzeinkommen oder Ruhestandspension bezieht. Dieses Anrecht entfällt, wenn das Mandat des Vermittlers auf seinen Antrag hin endet, wenn er das Alter von 65 Jahren erreicht hat, oder wenn er abberufen wird. Eine Überlebenspension oder das von einem öffentlichen Sozialhilfezentrum gewährte Sozialintegrationseinkommen werden nicht als Ersatzeinkommen betrachtet.

Diese Entschädigung wird monatlich ausgezahlt.

In Abweichung von dieser Bestimmung hat der Vermittler, dessen Mandat nach Ablauf der in Artikel 4, Absatz 5 erwähnten Probezeit endet, Anrecht auf eine Abgangsentschädigung, die drei Monatsgehältern entspricht.

§ 2. In allen in dem vorstehenden Paragraphen erwähnten Fällen oder wenn der Vermittler verstirbt, ernennen die Parlamente der Parteien gemeinsam einen stellvertretenden Vermittler unter den Personalmitgliedern der in Artikel § 2, 11 erwähnten Dienststelle des Vermittlers, wobei die Bedingungen von Artikel 5 zu beachten sind.

§ 3. Der stellvertretende Vermittler ersetzt den Vermittler in der Ausübung seines Amtes. In diesem Fall besitzt er die gleichen Rechte und Pflichten wie der Vermittler.

§ 4. Die Parlamente der Parteien ernennen gemeinsam einen neuen Vermittler gemäß den Bestimmungen von Artikel 4.

Diese Ernennung muss binnen kürzester Frist und spätestens innerhalb von sechs Monaten nach der Vakanz des Amtes erfolgen. Die Monate Juli und August werden für die Berechnung dieser Frist nicht berücksichtigt.

Art. 9. Die Bestimmungen, die das Besoldungsstatut der Berater des Rechnungshofes regeln, die im Gesetz vom 21. März 1964 über die Gehälter der Mitglieder des Rechnungshofes enthalten sind, finden Anwendung auf den Vermittler.

Art. 10. Im Rahmen seiner Zuständigkeiten hat der Vermittler den Anweisungen keiner Behörde Folge zu leisten. Er kann nicht aufgrund von Handlungen, die er ausführt, oder von Meinungen, die er in der Ausübung seines Amtes äußert, des Amtes enthoben werden, unter der Bedingung, dass er nicht gegen die fundamentalen Grundsätze verstößt, die unter anderem in dem Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen, und in dem Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermordes angeführt werden.

Art. 11. § 1. Die für die Tätigkeit der Dienststelle des Vermittlers erforderlichen Haushaltsmittel werden in den Ausgabenhaushalt der Parlamente der Parteien eingetragen und zwar nach einer Verteilung, die in der in Artikel 4 angeführten für das Amt des Vermittlers spezifischen Regelung festgelegt wird, wobei die Beteiligung jeder der Parteien an der Dienststelle des Vermittlers vor dem vorliegenden Abkommen berücksichtigt wird.

Der Vermittler legt dem Rechnungshof seine Konten zur Überprüfung vor.

Der Vermittler übermittelt den Parlamenten der Parteien seinen Haushaltsentwurf und seine Buchführung sowie die Anmerkungen des Rechnungshofes.

§ 2. Auf Vorschlag des Vermittlers ernennen und widerrufen die Parlamente der Parteien die Personalmitglieder, die dem Vermittler bei der Ausübung seines Amtes Beistand leisten. Der Vermittler leitet sein Personal.

Das Verfahren für die Ernennung und die Abberufung der Personalmitglieder wird in der in Artikel 4 angeführten für das Amt des Vermittlers spezifischen Regelung festgelegt, ebenso wie die Modalitäten für die Einberufung einer externen Jury im Rahmen des Auswahlverfahrens.

Falls sie sich bei der Ernennung oder der Abberufung der Personalmitglieder dem Vorschlag des Vermittlers nicht anschließen, begründen die Parlamente der Parteien ihre Entscheidung.

Das Statut und der Stellenplan des Personals werden gemeinsam von den Parlamenten der Parteien auf Vorschlag des Vermittlers festgelegt. Dieser Stellenplan sieht wenigstens einen Bediensteten vor, der eine gründliche Kenntnis der deutschen Sprache besitzt, um dem Vermittler bei der Überprüfung der in dieser Sprache eingereichten Beschwerden Beistand zu leisten. Das Statut sieht zudem die Möglichkeit der Mobilität der Personalmitglieder zwischen der Dienststelle des Vermittlers und den Verwaltungen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region vor.

Der Vermittler kann Sachverständige zu Rate ziehen.

Artikel 458 des Strafgesetzbuches findet Anwendung auf den Vermittler, sein Personal und die Sachverständigen, die ihm Beistand leisten.

Art. 12. § 1. Jede natürliche oder juristische Person, die bei einer sie betreffenden Angelegenheit der Meinung ist, dass eine in Artikel 3 erwähnte Verwaltungsbehörde oder Verwaltungsdienststelle nicht gemäß der Zielsetzung, die sie als öffentliche Dienststelle wahrzunehmen hat, gehandelt hat, ist berechtigt, beim Vermittler eine persönliche Beschwerde schriftlich oder an Ort und Stelle kostenlos einzureichen. Diese Beschwerde wird entweder in französischer Sprache eingereicht oder für die Zuständigkeiten der Wallonischen Region ggf. auch in deutscher Sprache. Alle Beschwerden werden schriftlich oder mündlich eingereicht, am Sitz der Dienststelle des Vermittlers oder an den Orten, an denen der Vermittler Sprechstunden seiner Dienststelle organisiert.

§2. Vor Einreichen der Beschwerde müssen alle vorgesehenen Verwaltungsbeschwerden, sowie alle Schritte bei den betreffenden Behörden oder Dienststellen, um Genugtuung zu erhalten, erschöpft worden sein.

Art. 13. § 1. Der Vermittler ist dazu berechtigt, die Behandlung einer Beschwerde zu verweigern, falls:

1° sie offensichtlich unbegründet ist;

2° die Beschwerde einen Sachverhalt betrifft, der mehr als ein Jahr vor dem Einreichen der Beschwerde geschehen ist. Wenn ein verwaltungsrechtliches oder gerichtliches Verfahren eingeleitet worden ist, wird die für dieses Verfahren erforderliche Zeit jedoch für die Anwendung dieser Bestimmung nicht berücksichtigt;

3° von den vorgesehenen verwaltungsrechtlichen Einspruchsmöglichkeiten kein Gebrauch gemacht worden ist oder der Beschwerdeführer offensichtlich keine Schritte bei der Verwaltungsbehörde oder der Verwaltungsdienststelle unternommen hat, um Genugtuung zu erhalten;

4° sie Sachverhalte betrifft, die Gegenstand einer Zivilklage sind oder für die ein Strafverfahren im Gange ist.

§ 2. Eine Beschwerde ist unzulässig, falls:

1° die Identität des Beschwerdeführers unbekannt ist;

2° der Vermittler unzuständig ist;

3° sie eine Streitsache zwischen den in Artikel 3 erwähnten Verwaltungsbehörden oder Verwaltungsdienststellen und ihren Bediensteten während der Dauer ihres Amtes betrifft. Der Vermittler ist nicht zuständig für die Streitfragen zwischen den Personalmitgliedern des von der Französischen Gemeinschaft organisierten Unterrichtswesens und den Verwaltungsdienststellen der Französischen Gemeinschaft.

§ 3. Wenn die Beschwerde sich auf eine Verwaltungsbehörde oder eine Verwaltungsdienststelle bezieht, die gemäß Artikel 3 über ihren eigenen Vermittler oder über ihre eigene Einrichtung verfügt, übermittelt der Vermittler diesem die Beschwerde innerhalb des Monats nach deren Einreichung.

§ 4. Innerhalb der im vorstehenden Paragraphen erwähnten Frist setzt der Vermittler den Beschwerdeführer schriftlich von seinem Beschluss in Kenntnis, seine Beschwerde zu bearbeiten oder nicht. Die Weigerung, eine Beschwerde zu bearbeiten, wird begründet.

Der Vermittler informiert die Verwaltungsbehörde oder die Verwaltungsdienststelle über die Beschwerde, die zu untersuchen beabsichtigt.

Art. 14. Die Überprüfung einer Beschwerde wird ausgesetzt, wenn sie Gegenstand eines verwaltungsrechtlichen oder gerichtlichen Einspruchsverfahrens ist. Die Verwaltungsbehörde oder die Verwaltungsdienststelle sowie der Beschwerdeführer informieren den Vermittler über das eingereichte Einspruchsverfahren.

Insofern notwendig informiert der Vermittler den Beschwerdeführer darüber innerhalb der Artikel 13, Paragraph 3 erwähnten Frist.

Die Einspruchsfristen werden durch das Einreichen und die Überprüfung der Beschwerde weder aufgeschoben noch ausgesetzt.

Art. 15. § 1. Der Vermittler ist bestrebt, die Standpunkte des Beschwerdeführers und der betroffenen Behörden oder Dienststellen miteinander in Einklang zu bringen.

§ 2. Der Vermittler ist berechtigt, den Verwaltungsbehörden oder Verwaltungsdienststellen, denen er Fragen stellt, zwingende Fristen für die Antwort auf diese Fragen vorzuschreiben.

§ 3. Wenn eine Beschwerde seines Erachtens begründet ist, äußert der Vermittler alle Empfehlungen, von denen er glaubt, dass sie in der Lage sind, die ihm unterbreiteten Schwierigkeiten zu lösen, sowie jeden Vorschlag, der auf eine Verbesserung der Arbeitsweise der betroffenen Verwaltungsbehörde oder Verwaltungsdienststelle abzielt. Er informiert den zuständigen Minister darüber.

§ 4. Wenn der Vermittler anlässlich einer ihm unterbreiteten Beschwerde zu der Feststellung gelangt, dass die Anwendung von Gesetzen, Dekreten oder verordnungsrechtlichen Bestimmungen zu einer Unbilligkeit führt, kann er:

- der fraglichen Verwaltungsbehörde oder Verwaltungsdienststelle jede Lösung zur gerechten Erledigung der Angelegenheit des Beschwerdeführers empfehlen, der Verwaltungsbehörde oder Verwaltungsdienststelle jegliche Maßnahmen vorschlagen, die seiner Meinung nach zu der Lösung dieser Situation beitragen könnten, ohne dabei jedoch gegen Artikel 20 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen zu verstoßen;

- die Abänderungen, die seiner Ansicht nach an den Gesetzen, Dekreten oder verordnungsrechtlichen Texten vorgenommen werden sollten, vorschlagen.

Gleichzeitig informiert er den zuständigen Minister darüber.

§ 5. Der Vermittler ist nicht befugt, die Rechtmäßigkeit eines gerichtlichen Beschlusses in Frage zu stellen. Er hat jedoch die Möglichkeit, gegenüber der fraglichen Verwaltungsbehörde oder Verwaltungsdienststelle Empfehlungen zu äußern.

Wenn ein gerichtlicher, rechtskräftig gewordener Beschluss nicht ausgeführt wird, kann er der fraglichen Verwaltungsbehörde oder Verwaltungsdienststelle zudem die Anweisung erteilen, diesem rechtskräftigen Beschluss innerhalb einer von festgelegten Frist Folge zu leisten. Wenn dieser Anweisung keine Folge geleistet wird, ist die Nicht-Ausführung des gerichtlichen Beschlusses Gegenstand eines Sonderberichts, der unter den in Artikel 16, § 3 vorgesehenen Bedingungen vorgebracht und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

§ 6. Der Vermittler wird darüber informiert, wie seinen Vermittlungen Folge geleistet wurde. Wenn eine Verwaltungsbehörde oder eine Verwaltungsdienststelle der Meinung ist, dass sie eine vom Vermittler geäußerte Empfehlung nicht zu berücksichtigen hat, so übermittelt sie ihm ein begründetes Antwortschreiben.

In Ermangelung einer zufriedenstellenden Antwort innerhalb der von ihm festgelegten Frist, ist er berechtigt, seine Empfehlungen an die Öffentlichkeit zu bringen. Die fragliche Verwaltungsbehörde oder Verwaltungsdienststelle darf die erteilte Antwort und gegebenenfalls den infolge der vom Vermittler unternommenen Schritte gefassten Beschluss der Öffentlichkeit zur Kenntnis bringen.

Diese Veröffentlichung erfolgt unter den in Artikel 19, Absatz 2 vorgesehenen Bedingungen.

§ 7. Der Beschwerdeführer wird in regelmäßigen Zeitabständen über den Stand der Bearbeitung seiner Beschwerde informiert.

Art. 16. § 1. Der Vermittler darf an Ort und Stelle Feststellungen machen, die Mitteilung der gesamten Unterlagen und Auskünfte, die er für erheblich hält, ersuchen und die gesamten betroffenen Personen anhören.

Die Geheimhaltung oder die Vertraulichkeit der Schriftstücke, deren Übermittlung er ersucht, darf ihm nicht entgegengehalten werden, außer im Falle von Geheimnisfragen über die Volksverteidigung oder in Sachen der Staatssicherheit oder der Außenpolitik.

§ 2. Die Personalmitglieder der in Artikel 3 erwähnten Verwaltungsbehörden oder Verwaltungsdienststellen, die aufgrund ihrer Situation oder ihres Berufs Kenntnis von Informationen haben, die ihnen anvertraut worden sind, werden im Rahmen der vom Vermittler eingeleiteten Untersuchung von ihrer Verpflichtung der Geheimhaltung entbunden.

§ 3. Um die Beachtung der Bestimmungen bezüglich des Schutzes des Privatlebens zu gewährleisten, stellt er sicher, dass keine Angabe die eine Identifizierung jener Personen ermöglichen würde, deren Name ihm auf diese Weise mitgeteilt worden wäre, in den unter seiner Leitung veröffentlichten Dokumenten erscheint.

Art. 17. Der Vermittler legt eine allgemeine Dienstordnung fest, die die Modalitäten für die Bearbeitung der Beschwerden und die Arbeitsweise seiner Dienststelle bestimmt. Sie wird von den Parlamenten der Parteien genehmigt und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Art. 18. Wenn der Vermittler bei der Ausübung seines Amtes einen Verstoß feststellt, informiert er gemäß des Artikels 29 der Strafprozessordnung den Staatsanwalt.

Wenn er bei der Ausübung seines Amtes einen schwerwiegenden Verstoß feststellt, verständigt er die zuständige Verwaltungsbehörde oder Verwaltungsdienststelle.

Art. 19. Der Vermittler übermittelt den Parlamenten der Parteien einen jährlichen Bericht seiner Tätigkeiten. Wenn der Vermittler dies für notwendig hält, kann er zusätzlich Zwischenberichte einreichen. Diese Berichte umfassen die Empfehlungen bezüglich der zu treffenden Maßnahmen, die der Vermittler für notwendig hält und erläutern die eventuellen Schwierigkeiten, auf die er bei der Ausübung seines Amtes stößt.

Die Identität der Beschwerdeführer und der Personalmitglieder der Verwaltungsbehörden oder Verwaltungsdienststellen darf darin nicht angegeben werden.

Diese Berichte werden von den Parlamenten der Parteien veröffentlicht.

Art. 20. Die Parlamente der Parteien üben ihre Befugnisse in allen Bereichen, die ihnen durch das vorliegende Abkommen übertragen werden, gemeinsam aus. Die Parlamente regeln ihre gegenseitige Zusammenarbeit im Rahmen des vorliegenden Abkommens.

Art. 21. Das vorliegende Abkommen wird für eine unbestimmte Dauer abgeschlossen.

Art. 22. Im Rahmen einer Übergangsregelung und um die Kontinuität der Dienste zu gewährleisten, werden die anhängigen Beschwerden, die bei den jeweiligen Vermittlern der Wallonischen Region bzw. der Französischen Gemeinschaft, eingerichtet durch das Dekret vom 22. Dezember 1994 über die Einrichtung eines Vermittlers der Wallonischen Region bzw. das Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 20. Juni 2002 zur Gründung eines Vermittlungsdienstes der Französischen Gemeinschaft, eingereicht worden sind, durch den gemeinsamen Dienst behandelt.

Art. 23. Das Personal der Vermittler der Wallonischen Region bzw. der Französischen Gemeinschaft, eingerichtet durch das Dekret vom 22. Dezember 1994 über die Einrichtung eines Vermittlers der Wallonischen Region bzw. das Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 20. Juni 2002 zur Gründung eines Vermittlungsdienstes der Französischen Gemeinschaft, wird in den gemeinsamen Vermittlungsdienst integriert. Die Büros der Parlamente stellen diese Personaltransfer sicher.

Art. 24. Das vorliegende Abkommen tritt am Tage der Veröffentlichung der letzten Billigungsurkunde der Vertragsparteien im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 3. Februar 2011, ausgefertigt in zwei Originalen

Für die Französische Gemeinschaft:

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Für die Wallonische Region:

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 2479

[C – 2011/27162]

31 MAART 2011.- Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 3 februari 2011 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest houdende oprichting van een gemeenschappelijke ombudsdienst voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Het samenwerkingsakkoord van 3 februari 2011 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest houdende oprichting van een gemeenschappelijke ombudsdienst voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest wordt goedgekeurd.

Art. 2. Het decreet van 22 december 1994 tot instelling van een ombudsman van het Waalse Gewest wordt opgeheven.

Deze bepaling treedt in werking op hetzelfde moment als het in artikel 1 bedoelde samenwerkingsakkoord.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Opgemaakt te Namen op 31 maart 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke-Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2010-2011.*

Stukken van het Waals Parlement, 347 (2010-2011) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 23 maart 2011.

Bespreking – Stemmingen.

BIJLAGE

Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest houdende oprichting van een gemeenschappelijke ombudsdienst voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest

Gelet op het decreet van het Waalse Gewest van 22 december 1994 tot instelling van een ombudsman van het Waalse Gewest;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 20 juni 2002 tot oprichting van de dienst van de ombudsman van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de verklaringen betreffende het Gemeenschaps- en gewestbeleid waarin de Regeringen hun wens uiten de besturen nader tot elkaar te brengen door concrete maatregelen, waaronder de « samenvoeging van de ombudsdiensten »;

Overwegende dat beide ombudsdiensten al talrijke jaren werken, waarbij ze hun nut hebben aangetoond;

Dat het doel van de decreetgevers bijgevolg bereikt is;

Dat wat de instelling van die beide diensten ten grondslag lag, de wil was de burger een zeer soepele mogelijkheid te bieden om zich tot de ombudsman te richten, wanneer hij een klacht wil uiten over de onvolmaakte werking van de diensten van het bestuur;

Dat de onafhankelijke ombudsman aanbevelingen formuleert als moderator die zinvolle en evenwichtige oplossingen probeert te vinden;

Dat de ombudsman door zijn opdracht bijgevolg bijdraagt tot de verbetering van het vertrouwen van het publiek, waarbij de nadruk wordt gelegd op billijkheid, integriteit en goed bestuur;

Dat uit de verslagen van de ombudsmannen blijkt dat de burgers zich spontaan tot die instanties richten en daar antwoorden op hun vragen krijgen;

Dat het totaal van de dossiers die bij de ombudsdienst van het Waalse Gewest en de ombudsdienst van de Franse Gemeenschap, in de periode van de laatste vijf jaar, 19 532 dossiers bedraagt.

Dat de voortdurende vermeerdering, jaar in, jaar uit, van het aantal klachten die bij de ombudsdiensten van beide instellingen worden ingediend, duidelijk wijst op de noodzaak van die zachte wijze om conflicten of ontevredenheid op te lossen.

Overwegende dat die eerder positieve vaststelling de objectieve evaluaties echter niet mag doen vergeten;

Dat de ombudsmannen zelf, gedurende hun mandaat, daarover hebben nagedacht en aanbevelingen hebben voorgelegd met het oog op verbeteringen op praktisch vlak of op wetgevingsvlak;

Overwegende dat wij overigens ook moeten nadenken over de rol van onze beide ombudsmannen in de politieke en institutionele context, zoals die laatst geëvolueerd is;

Dat op institutioneel vlak duidelijk gebleken is dat samenwerkingsverbanden mogelijk en wenselijk zijn tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest opdat beide instellingen zo goed mogelijk zouden kunnen samenwerken met het oog op een betere dienstverlening aan de burgers,

Dat het, aangezien een ombudsdienst fundamenteel steunt op dit laatste doel, voor de hand lag dat het vraagstuk van de toenadering van beide diensten diende gesteld te worden;

Overwegende dat de samenvoeging van de ombudsdiensten van de Franse Gemeenschap en van het Waalse Gewest bijgevolg beantwoordt aan de noodzaak deze gelijktijdig met het institutionele landschap te laten evolueren en bovendien het mogelijk zal maken om aanbevelingen op te nemen die aan beide kanten door de ombudsdiensten zullen worden gedaan;

Overwegende dat de Franse Gemeenschapscommissie te allen tijde zich bij dit initiatief kan aansluiten;

Dat het met andere woorden nu tijd wordt dat de ombudsdienstverlening van onze beide instellingen rijp wordt, Zijn

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte,

En

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte,

Hierna « de partijen » genoemd,

Het volgende overeengekomen :

Artikel 1. Dit akkoord heeft tot doel een gemeenschappelijke ombudsdienst voor beide partijen op te richten.

Art. 2. Er wordt een ombudsdienst opgericht bij de Parlementen van de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, hierna « de Parlementen van de partijen » genoemd.

Deze dienst, waarvan de hoofdzetel in Namen gevestigd is, staat onder leiding van de ombudsman.

Art. 3. De ombudsdienst ontvangt, onder de door dit akkoord vastgestelde voorwaarden, de klachten over de werking van de administratieve overheden van het Waalse Gewest bedoeld in artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State en van de administratieve diensten van de Franse Gemeenschap op het vlak van hun betrekkingen met burgers. De ombudsdienst kan geen klachten ontvangen die gericht zijn tegen administratieve overheden of diensten die, krachtens de wet of het decreet, of met toepassing ervan, beschikken over hun eigen ombudsdienst of een instelling, bij een wet of een decreet belast met de bevoegdheid van een ombudsdienst op een specifiek vlak.

Onder « administratieve diensten van de Franse Gemeenschap », dient te worden verstaan : de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de instellingen van openbaar nut die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, de RTBF, de door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijsinstellingen.

De ombudsman kan eveneens zijn ambt uitoefenen ten aanzien van de overheden van de ondergeschikte besturen die met zijn instelling een overeenkomst hebben gesloten om zijn diensten te kunnen genieten. Die overeenkomst bepaalt dat de diensten van de ombudsman kunnen worden bezoldigd op grond van de werkelijke kosten.

Alle documenten die afkomstig zijn uit de administratieve overheden van het Waalse Gewest en de administratieve diensten van de Franse Gemeenschap, bestemd voor de informatie van het publiek, vermelden het bestaan van de ombudsdienst.

Art. 4. De ombudsman wordt, na een openbare oproep tot kandidaatstelling en een selectieprocedure die wordt vastgesteld door het voor de ombudsman specifieke reglement, door de Parlementen van de partijen opgesteld en aan die ter goedkeuring voorgelegd voordat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, door de Parlementen van de partijen samen benoemd voor een één keer hernieuwbare periode van zes jaar.

De procedure bepaalt dat de kandidaten in ieder geval door de Parlementen van de partijen zullen worden gehoord.

Op het einde van het eerste mandaat kan het mandaat van de ombudsman worden hernieuwd als hij positief wordt geëvalueerd door de Parlementen van de partijen.

Hij legt, in handen van de Voorzitters van de Parlementen van de partijen, de volgende eed af : « Ik zweer de aan mijn ambt verbonden plichten te vervullen in alle oprechtheid en onafhankelijkheid. » .

Bij zijn eerste benoeming vervult de ombudsman een proefperiode van één jaar, te rekenen vanaf de dag waarop de betrokkene werkelijk zijn ambt uitoefent.

Uiterlijk vijfenveertig dagen vóór het verstrijken van die proefperiode, evalueren de Parlementen van de partijen de ombudsman. Als de evaluatie op die datum niet heeft plaatsgevonden, dan wordt ze als gunstig geacht.

Uiterlijk negentig dagen vóór het verstrijken van het mandaat, evalueren de Parlementen van de partijen de ombudsman. Bij een gunstige evaluatie van de ombudsman, wordt zijn mandaat één keer voor een nieuwe periode van zes jaar hernieuwd.

Als de evaluatie niet negentig dagen vóór het verstrijken van het mandaat heeft plaatsgevonden, wordt ze als gunstig geacht.

Het in het eerste lid bedoelde reglement stelt onder meer de procedures voor de benoeming, de evaluatie, de afzetting van de ombudsman vast.

Art. 5. Om te worden benoemd, moet de ombudsman :

1° Belg zijn of onderdaan van een lidstaat van de Europese Unie;

2° van onberispelijk gedrag zijn voor de uitoefening van zijn ambt en de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3° *a)* Ofwel een ambt van niveau 1 of A of ermee gelijkgesteld uitoefenen binnen de diensten van de federale Staat, de Regeringen en de Parlementen van de Franse Gemeenschap en van het Waalse Gewest, de Colleges van de Franse Gemeenschapscommissie, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie alsook van de publiekrechtelijke rechtspersonen die eronder ressorteren of houder zijn van een diploma dat toegang geeft tot niveau 1 of tot een beroep van niveau A, en in beide gevallen, het bewijs leveren van een nuttige ervaring van ten minste vijf jaar in de overheidssector of de privé-sector;

b) ofwel houder zijn van een diploma van het hoger onderwijs van het korte type en het bewijs leveren van een nuttige ervaring van ten minste tien jaar in de overheidssector of de privé-sector.

Art. 6. Tijdens de duur van zijn mandaat kan de ombudsman geen van de volgende ambten of mandaten uitoefenen :

1° het ambt van magistraat, notaris of gerechtsdeurwaarder;

2° het beroep van advocaat;

3° de functie van bedienaar van een erkende eredienst of een betrekking als afgevaardigde van een door de wet erkende organisatie die morele diensten verleent op basis van een niet-confessionele levensbeschouwing;

4° een bij verkiezing verleend openbaar mandaat;

5° een bezoldigde betrekking in de openbare diensten van het Gewest of van de Gemeenschap of een openbaar mandaat toegekend door het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap of de Franse Gemeenschapscommissie;

6° personeelslid van de strijdkrachten;

7° elk ambt dat de goede uitoefening van zijn ambt kan belemmeren of zijn onafhankelijkheid, zijn onpartijdigheid of de waardigheid van zijn ambt kan aantasten;

8° het ambt van openbaar bestuurder.

De artikelen 1, 6, 10, 11 en 12 van de wet van 18 september 1986 tot instelling van het politiek verlof voor de personeelsleden van de overheidsdiensten zijn toepasselijk op het personeelslid van de overheidsdiensten, in voorkomend geval, dat, mits de nodige aanpassingen, benoemd is als ombudsman.

Art. 7. § 1. Wanneer de Parlementen van de partijen vaststellen dat de ombudsman verhinderd wordt, benoemen ze, voor de periode waarin de ombudsman verhinderd wordt, een plaatsvervangend ombudsman uit de personeelsleden van de dienst bedoeld in artikel 11, § 2, die voldoen aan de in artikel 5 bepaalde voorwaarden.

§ 2. Onder verhindering wordt verstaan een bij beslissing van de Parlementen vastgestelde situatie waarin de ombudsman niet in staat is zijn ambt te vervullen.

§ 3. De plaatsvervangende ombudsman vervangt de ombudsman in de uitoefening van zijn ambt. In dat geval heeft hij dezelfde rechten en plichten als de ombudsman.

§ 4. Zodra de Parlementen het einde van de verhindering vaststellen, wordt de plaatsvervangende ombudsman in zijn vorige ambt hersteld.

Art. 8. § 1. De Parlementen van de partijen kunnen, gezamenlijk, het ambt van de ombudsman beëindigen :

1° op eigen verzoek;

2° wanneer hij de leeftijd van 65 jaar heeft bereikt;

3° wanneer zijn gezondheidstoestand de uitoefening van zijn ambt ernstig en onherroepelijk in gevaar brengt.

Onverminderd de conservatoire administratieve maatregelen, zoals een voorlopige schorsing uit zijn ambt en uit zijn wedde, kunnen de Parlementen van de partijen gezamenlijk de ombudsman ontslaan :

1° indien hij één van de in artikel 6, eerste lid, bedoelde functies of opdrachten aanvaardt;

2° om gewichtige redenen.

Behalve wanneer het mandaat van de ombudsman op eigen verzoek wordt beëindigd, wanneer hij de leeftijd van 65 jaar heeft bereikt of wanneer hij uit zijn ambt wordt ontslagen, ontvangt de ombudsman wiens mandaat wordt beëindigd, een ontslagvergoeding die wordt berekend op grond van één maand wedde voor elk jaar van uitoefening van het mandaat, voor zover hij geen beroepsinkomen of vervangingsinkomen of rustpensioen geniet. Een overlevingspensioen of het leefloon dat door het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn wordt toegekend, worden niet als vervangingsinkomen beschouwd. De vergoeding wordt maandelijks uitbetaald.

Bij afwijking daarvan, geniet de ombudsman wiens mandaat eindigt op het einde van de in artikel 4, vijfde lid bedoelde proefperiode een ontslagvergoeding die met drie maanden wedde overeenstemt.

§ 2. In alle gevallen bedoeld in de vorige paragraaf of bij overlijden van de ombudsman, benoemen de Parlementen van de partijen gezamenlijk een plaatsvervangende ombudsman uit de personeelsleden van de ombudsdienst bedoeld in artikel 11, § 2, die voldoen aan de in artikel 5 bedoelde voorwaarden.

§ 3. De plaatsvervangende ombudsman vervangt de ombudsman in de uitoefening van zijn ambt. In dat geval heeft hij dezelfde plichten en rechten als de ombudsman.

§ 4. De Parlementen van de partijen benoemen gezamenlijk een nieuwe ombudsman volgens de bepalingen van artikel 4.

Die benoeming moet plaatsvinden binnen de kortste termijn, uiterlijk zes maanden te rekenen vanaf de datum waarop het ambt vacant wordt, waarbij de maanden juli en augustus niet in aanmerking komen voor de berekening van die termijn.

Art. 9. De regels tot vaststelling van de bezoldigingsregeling van de raadsheren van het Rekenhof, bepaald in de wet van 21 maart 1964 betreffende de wedden van de leden van het Rekenhof, zijn van toepassing op de ombudsman.

Art. 10. Binnen de grenzen van zijn opdrachten krijgt de ombudsman geen instructies van enige overheid. Hij kan niet van zijn ambt worden ontheven wegens daden die hij stelt of opinies die hij uit in het raam van zijn ambtsvervulling, voor zover zij niet in strijd zijn met de grondbeginselen die inzonderheid bepaald zijn in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden of in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd.

Art. 11. § 1. De kredieten die noodzakelijk zijn voor de werking van de ombudsdienst worden uitgetrokken op de uitgavenbegroting van de Parlementen van de partijen volgens een verdeling die vastgesteld is in het specifieke reglement van de ombudsman bedoeld in artikel 4, rekening houdend met de bijdrage van iedereen tot de werking van de diensten van de ombudsman die vóór dit akkoord bestonden.

De ombudsman legt zijn rekeningen voor aan de controle van het Rekenhof.

De ombudsman deelt de Parlementen van de partijen zijn ontwerp van begroting en zijn rekeningen alsook de opmerkingen van het Rekenhof mee.

§ 2. Op de voordracht van de ombudsman worden de personeelsleden die de ombudsman bij de uitoefening van zijn ambt bijstaan door de Parlementen van de partijen benoemd en ontslagen. De ombudsman heeft de leiding over zijn personeel.

De procedure voor de benoeming en het ontslag van de personeelsleden wordt bepaald in het in artikel 4 bedoelde specifieke reglement van de ombudsman, alsook de nadere regels om een beroep te doen op een externe examencommissie bij de selectieprocedure.

Als de Parlementen van de partijen de voordracht van de ombudsman niet volgen als ze de personeelsleden benoemen of ontslaan, moeten ze hun beslissing met redenen omkleeden.

Het statuut en de personeelsformatie worden gezamenlijk door de Parlementen van de partijen vastgesteld op de voordracht van de ombudsman. Die personeelsformatie moet ten minste één personeelslid tellen dat een grondige kennis van de Duitse taal heeft om de ombudsman bij te staan bij het onderzoek van de klachten die in die taal worden ingediend. Het statuut voorziet eveneens in de mobiliteit van de personeelsleden tussen de diensten van de ombudsman en de besturen van de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest.

Het kan zich door deskundigen laten bijstaan.

Artikel 458 van het Strafwetboek is toepasselijk op de ombudsman, zijn personeel en de deskundigen die hem bijstaan.

Art. 12. § 1. Iedere natuurlijke persoon of iedere rechtspersoon die, naar aanleiding van een zaak die hem aangaat, meent dat een administratieve overheid of een administratieve dienst bedoeld in artikel 3 niet heeft gehandeld in overeenstemming met de opdracht van openbare dienst die ze moet uitoefenen, kan kosteloos een individuele klacht, schriftelijk of ter plaatse, bij de ombudsman indienen. Die klacht wordt in het Frans ingediend of kan in het Duits worden ingediend voor de bevoegdheden die tot het Waalse Gewest behoren, schriftelijk of mondeling, op de zetel van de instelling van de ombudsman of op de plaats waar de dienst van de ombudsman aanwezig is.

§ 2. Aan de klacht gaan de administratieve beroepen alsook de noodzakelijke stappen bij de betrokken overheden of diensten vooraf teneinde genoegdoening te verkrijgen.

Art. 13. § 1. De ombudsman kan weigeren een klacht te behandelen, wanneer :

1° de klacht kennelijk ongegrond is;

2° de klacht betrekking heeft op feiten die zich meer dan een jaar vóór het indienen van de klacht hebben voorgedaan.

Wanneer een administratief beroep of een beroep voor een rechtscollege echter wordt uitgeoefend, komt de termijn die noodzakelijk is voor die procedure niet in aanmerking voor de toepassing van deze bepaling;

3° de administratieve beroepen niet werden ingediend of wanneer de klager ten aanzien van de betrokken administratieve overheid of administratieve dienst kennelijk geen enkele poging ondernam om genoegdoening te verkrijgen;

4° de klacht betrekking heeft op aangelegenheden waarvoor een rechtsvordering wordt ingezet of waarvoor een strafvordering aan de gang is.

§ 2. Een klacht is niet ontvankelijk indien :

1° de identiteit van de klager onbekend is;

2° de ombudsman onbevoegd is;

3° ze betrekking heeft op een geschil tussen de administratieve overheden of de administratieve diensten bedoeld bij artikel 3 en hun personeelsleden gedurende hun ambtsuitoefening. De ombudsman is niet bevoegd voor de geschillen tussen de personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs en de administratieve overheden van de Franse Gemeenschap.

§ 3. Wanneer de klacht een administratieve overheid of een administratieve dienst betreft die over haar/zijn eigen ombudsman of eigen instelling zoals bedoeld in artikel 3 beschikt, zendt de ombudsman binnen de maand volgend op het indienen van de klacht die klacht aan deze over.

§ 4. De ombudsman deelt de klager schriftelijk, binnen de in de vorige paragraaf bedoelde termijn, zijn beslissing mee om zijn klacht al dan niet te behandelen. De weigering om een klacht te behandelen, wordt met redenen omkleed.

De ombudsman stelt de administratieve overheid of de administratieve dienst in kennis van de klacht die hij voornemens is te onderzoeken.

Art. 14. Het onderzoek van een klacht wordt geschorst wanneer tegen die een administratief beroep of een beroep voor een rechtscollege wordt ingediend. De administratieve overheid of de administratieve dienst en de klager stellen de ombudsman in kennis van het ingediende beroep.

Voor zover dit noodzakelijk is, stelt de ombudsman de klager ervan in kennis, binnen de in paragraaf 3 van artikel 13 bedoelde termijn.

De indiening en het onderzoek van de klacht schorsen en onderbreken de termijn voor het beroep niet.

Art. 15. § 1. De ombudsman tracht de standpunten van de klager en van de betrokken overheden of diensten te verzoenen.

§ 2. De ombudsman kan dwingende antwoordtermijnen opleggen aan administratieve overheden of administratieve diensten aan welke hij vragen stelt.

§ 3. Wanneer de ombudsman acht dat een klacht gerechtvaardigd is, doet hij alle aanbevelingen die volgens hem de problemen die hem worden voorgelegd, kunnen helpen oplossen, en, in voorkomend geval, alle voorstellen tot verbetering van de werking van de administratieve overheid of van de betrokken administratieve dienst. Hij brengt daar de verantwoordelijke minister op de hoogte van.

§ 4. Wanneer het, naar aanleiding van een klacht die bij de ombudsman wordt ingediend, hem voorkomt dat de toepassing van de wets- decreet- of verordeningsbepalingen tot onrechtvaardigheid kan leiden, kan hij :

- de in opspraak gebrachte administratieve overheid of administratieve dienst iedere oplossing aanbevelen om de situatie van de verzoeker op een billijke wijze te regelen, de administratieve overheid of de administratieve dienst voorstellen elke maatregel te nemen waarvan hij meent dat hij deze kan verhelpen, zonder echter afbreuk te doen aan artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

wijzigingen suggereren die hem opportuun lijken om aan te brengen aan de wets-, decreet- en verordeningsteksten.

Hij brengt de verantwoordelijke minister hiervan op de hoogte.

§ 5. De ombudsman kan de gegrondheid van een rechterlijke beslissing niet in twijfel trekken, maar kan wel aanbevelingen doen aan de in opspraak gebrachte administratieve overheid of administratieve dienst.

Daarenboven kan hij, bij het niet-uitvoeren van een gerechtelijke uitspraak die in kracht van gewijsde is gegaan, de betrokken administratieve overheid of administratieve dienst gelasten zich hiernaar te richten binnen een door hem gestelde termijn. Als dit bevel geen gevolg krijgt, zal het niet uitvoeren van de gerechtelijke beslissing worden opgetekend in een bijzonder verslag, opgemaakt onder de voorwaarden gesteld in artikel 16, § 3, en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 6. De ombudsman wordt op de hoogte gehouden van het gevolg dat aan zijn tussenkomsten wordt gegeven. Als een administratieve overheid of een administratieve dienst van oordeel is geen rekening te moeten houden met een aanbeveling van de ombudsdienst, zendt zij/hij hem een met redenen omkleed antwoord over.

Als geen afdoend antwoord wordt gegeven binnen de door hem gestelde termijn, kan hij zijn aanbevelingen openbaar maken. De in opspraak gebrachte administratieve overheid of administratieve dienst kan het gebrachte antwoord bekend maken en, in voorkomend geval, de beslissing die wordt genomen als gevolg van het optreden van de ombudsman.

Die bekendmaking geschiedt met inachtneming van de voorwaarden bedoeld in artikel 19, tweede lid.

§ 7. De klager wordt geregeld op de hoogte gehouden van het gevolg dat aan zijn klacht wordt gegeven.

Art. 16. § 1. De ombudsman kan iedere vaststelling ter plaatse doen, alle documenten en inlichtingen die hij nodig acht laten toekomen en alle betrokken personen horen.

De geheime aard of de vertrouwelijke aard van de stukken waarvan hij de mededeling vraagt, kunnen niet tegen hem worden ingeroepen, behalve inzake geheimen betreffende de landsverdediging, de staatsveiligheid of het buitenlands beleid.

§ 2. De personeelsleden van de administratieve overheden of van de administratieve diensten bedoeld in artikel 3 die uit hoofde van hun staat of beroep kennis dragen van geheimen die hun zijn toevertrouwd, worden van hun plicht tot geheimhouding ontheven in het raam van het door de ombudsmannen ingestelde onderzoek.

§ 3. Met het oog op het naleven van de bepalingen betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, ziet de ombudsman erop toe dat geen enkele vermelding die kan leiden tot de identificatie van personen wier namen hem aldus werden onthuld, wordt gedaan in de documenten die onder zijn gezag worden gepubliceerd.

Art. 17. De ombudsman stelt een huishoudelijk reglement vast dat de nadere regels bepaalt voor de behandeling van de klachten en de werking van zijn dienst. Het wordt door de Parlementen van de partijen goedgekeurd en in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 18. Indien de ombudsman in de uitoefening van zijn ambt een overtreding vaststelt, stelt hij overeenkomstig artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering de procureur des Konings ervan in kennis.

Indien hij in de uitoefening van zijn ambt een ernstige tekortkoming vaststelt, brengt hij daar de administratieve overheid of administratieve dienst op de hoogte van.

Art. 19. De ombudsman richt een jaarlijks verslag over zijn activiteiten tot de Parlementen van de partijen.

De ombudsman kan bovendien tussentijdse verslagen uitbrengen, indien hij het nuttig acht. Deze verslagen bevatten de aanbevelingen betreffende de te nemen maatregelen die de ombudsman nodig acht en vermelden de eventuele moeilijkheden die hij ondervindt bij de uitoefening van zijn ambt.

De identiteit van de klager en van de personeelsleden van de administratieve overheden of administratieve diensten mag niet worden vermeld in deze verslagen.

De verslagen worden openbaar gemaakt door de Parlementen van de partijen.

Art. 20. De Parlementen van de partijen oefenen hun bevoegdheden uit voor het geheel van de aangelegenheden die ze bij dit akkoord gezamenlijk krijgen toegewezen. De Parlementen regelen hun onderlinge samenwerking in het kader van dit akkoord.

Art. 21. Dit akkoord wordt voor een onbepaalde duur gesloten.

Art. 22. Bij wijze van overgangsmaatregel en met het oog op de continuïteit van de diensten, worden de verzoeken die hangend zijn bij de respectieve ombudsdiensten van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap, ingesteld bij het decreet van het Waalse Gewest van 22 december 1994 tot instelling van een ombudsman van het Waalse Gewest en bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 20 juni 2002 tot oprichting van de dienst van de ombudsman van de Franse Gemeenschap, door de gemeenschappelijke dienst worden behandeld.

Art. 23. Het personeel van de ombudsdiensten van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap, ingesteld bij het decreet van het Waalse Gewest van 22 december 1994 tot instelling van een ombudsman van het Waalse Gewest en bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 20 juni 2002 tot oprichting van de dienst van de ombudsman van de Franse Gemeenschap, wordt in de gemeenschappelijke ombudsdienst opgenomen. De bureaus van de Parlementen van de partijen zorgen voor die overgang.

Art. 24. Dit akkoord treedt in werking de dag waarop de laatste instemmingshandeling van de akkoordsluitende partijen in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 3 februari 2011, in twee originele exemplaren.

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE